

Conseil de Communauté
du 1 mars 2018
□□□□□□□□
PROCES VERBAL DE REUNION

N°	Intitulé	Page
1	Vœu de soutien en faveur de la formation Professionnelle	4
2	Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature	4
3	Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature	5
4	Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature	6
5	Marchés publics - Vente aux enchères de biens - Autorisation de signature	6
6	Marchés publics – Construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté – Avenant - Autorisation de signature	7
7	Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature	8
8	Marchés publics – Construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature	8
9	Marchés publics – Construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature	9
10	Marchés publics – Centre aquatique intercommunal – Construction d'un giratoire sur la RN12 et aménagement des abords - Avenant - Autorisation de signature	10
11	Développement culturel - Lecture publique - Convention Lire et Faire lire	11
12	Développement culturel – Tarifs groupe Musée du château	12
13	Développement culturel - Demande de licence entrepreneur de spectacle catégorie 2 et 3	13
14	Développement culturel – Conservatoire Ivan BELLOCQ – Fixation du tarif Classe Orchestre à l'Ecole Batucada de Lassay les Châteaux	13
15	Développement culturel – Conservatoire I. BELLOCQ – 4 ^{ème} Concours National « Piano à Mayenne » - Fixation des droits d'inscriptions	14
16	Ressources Humaines - D.A.C. – Conservatoire I. Bellocq – Recrutement vacataires Concours National « Piano à Mayenne »	14
17	Ressources Humaines – Délibération fixant la liste des emplois et les conditions d'occupation des logements de fonction	15
18	Ressources Humaines – Délibération fixant les ratios d'avancement de grade 2018	16
19	Ressources humaines – Création de postes pour accroissement d'activité et besoins saisonniers et autorisation de recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels	17
20	Environnement - Autorisation environnementale unique et déclaration d'intérêt général sur le bassin versant de l'Aron et le ruisseau de la Filousière	18

21	LA VAGUE - Centre aquatique la Vague- tarifs	19
22	LA VAGUE - Conventions d'utilisation de la VAGUE Centre aquatique de Mayenne Communauté à signer entre la Région des Pays de Loire, Mayenne Communauté et les lycées : Lavoisier, Léonard de Vinci, Don Bosco et Rochefeuille situés sur la commune de Mayenne	20
23	LA VAGUE - Conventions d'utilisation de la VAGUE Centre aquatique de Mayenne Communauté à signer entre le Conseil départemental, Mayenne Communauté et les collèges : Sévigné, Jules Ferry, Don Bosco situés à Mayenne et le collège Victor Hugo situé à Lassay les Châteaux	21
24	LA VAGUE - Convention d'utilisation des équipements de la VAGUE pour les cours particuliers	22
25	LA VAGUE - Conventions d'utilisation des équipements de la VAGUE avec les associations sportives	24
26	LA VAGUE - Modification et adoption du règlement du centre aquatique la VAGUE	25
27	Appel à projet « Action Cœur de Ville »	26
28	Composition de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables (CLSPR) de Lassay les Châteaux et Jublains	27

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

11/01/18	M et Mme DUQUESNEL	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
26/01/18	M et Mme GOUPIL	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €
23/01/18	M. CHAMARET	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €

Extrait du registre des arrêtés du Président

Délibération du Bureau par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

06/02/2018	Marchés publics – Fourniture d'électricité et services connexes pour les bâtiments de Mayenne communauté – MAPA – Autorisation de signature
------------	---

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 1 mars 2018 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés :	48
Contre :	0
Pour :	48
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-huit, le vingt-trois février, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

✓ en qualité de titulaires :

M. ANGOT, *Président*, M. SOUTIF, *1^{er} Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *2^{ème} Vice-Président*, M. LE SCORNET, *5^{ème} Vice-Président*, M. VALPREMIT, *6^{ème} Vice-Président*, M. RAILLARD, *7^{ème} Vice-Président*, M. BOISSEAU, *8^{ème} Vice-Président*, M. BOURGUIN, *9^{ème} Vice-Président*, M. COISNON, *11^{ème} Vice-Président*, MM. FORET, SABRAN, POIRRIER, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, LANDEMAINE, LAVANDIER, GARNIER, DOYEN, JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. BRODIN, COULON, RIOULT, PECCATTE, Mmes LANCIEN, LODE, BEUNEUX, CREUSIER, MM. MORIN, FAUCON, Mme GENEST.

✓ en remplacement du titulaire absent :

M. JEUSSE est remplacé par M. BUSSON,
M. BORDELET, *10^{ème} Vice-Président*, est remplacé par M. CHAUVIERE,
M. TRANSON est remplacé par M. L'HUISSIER,
M. DELAHAYE est remplacé par Mme BEAUDOIN,

Mme MONSIMIER donne pouvoir à M. FORET,
M. CHOUZY donne pouvoir à M. TRANCHEVENT,
Mme MORIN, *4^{ème} Vice-Présidente*, donne pouvoir à M. VALPREMIT,
M. SONNET donne pouvoir à M. BOISSEAU,
M. LESAINTE donne pouvoir à Mme LANCIEN,
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. LE SCORNET,
Mme OLIVIER donne pouvoir à M. FAUCON,
M. ORDRONNEAU donne pouvoir à Mme LODE,
M. MOLL, *3^{ème} Vice-Président*, donne pouvoir à M. SOUTIF,
Mme BODINIER donne pouvoir à Mme CREUSIER,
Mme COUTURIER donne pouvoir à M. ANGOT.

Excusés :

M. REBOURS, Mme BAR.

MM. GUIHERY, HEURTEBIZE, Mmes SOULARD, THELIER, BELLON, ADAM, PELE, GONTIER.

M. RIOULT a été désigné secrétaire de séance.

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

1 - Vœu de soutien en faveur de la formation Professionnelle

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. ANGOT expose :

Mayenne Communauté s'engage dans une démarche qui vise à démontrer ses atouts. Or, l'attractivité d'un territoire repose notamment sur son offre de formation.

L'un de nos trois centres de formation professionnelle m'a interpellé sur son devenir en raison des budgets qui diminuent très sensiblement, puisqu'ils m'annoncent une division par 3.

La compétence relève de la Région. Aussi, je leur ai conseillé de s'adresser directement auprès du Vice-Président à la Région.

Seulement, j'en suis conscient, cette réponse n'est pas satisfaisante.

D'autant que

- Ce sont trois organismes de formation qui se retrouvent dans cette situation : le CFP Don Bosco, le CFA et Agitato Formation (Copainville ?).

- Le risque ? que tous disparaissent avec tout ce que cela représente pour les salariés de ces structures, l'offre de formation donc l'avenir de notre territoire.

Par territoire, il ne s'agit pas seulement de Mayenne Communauté mais bien du Nord Mayenne. Un territoire éloigné des centres de formation qui nécessite une offre territorialisée et adaptée aux besoins des entreprises. Et oui, l'effet papillon, c'est l'avenir de nos entreprises.

Je vous propose d'adresser à Mme Christelle Morançais, Présidente de la Région Pays de la Loire, ce présent vœu en faveur du maintien de la formation dans le Nord Mayenne donc des moyens alloués. Je sais que la région s'interroge sur un plan emploi, alors, je propose la candidature de « Mayenne Communauté en qualité de territoire pilote » au nom des organismes de formation déjà présents, de tous les jeunes, les salariés et entreprises.

Monsieur le Président : La formation est un élément clé, la région développe l'apprentissage et la formation. Nous souhaitons que ces centres restent au moins à Laval, et au mieux sur notre territoire. On doit veiller de très près à l'avenir de la formation et je me réjouis que les branches soient associées au programme. C'est quelque chose qui me paraît important, tout en préservant un niveau de l'éducation nationale.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président :

- à adresser à Mme Christelle Morançais, Présidente de la Région Pays de la Loire, ce présent vœu en faveur du maintien de la formation dans le Nord Mayenne donc des moyens alloués
- et à proposer la candidature de « Mayenne Communauté en qualité de territoire pilote » au nom des organismes de formation déjà présents, de tous les jeunes, les salariés et entreprises.

2 - Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 03/10/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise HNTF le marché de « Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 1 : Déconstruction - Désamiantage » pour un montant de **108 874,86 € HT**.

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

Pour rappel, un premier avenant, qui portait sur la sécurisation des planchers afin de permettre la démolition de chapes bétons découvertes en cours de chantier, a généré une plus-value de 8 646,00 € HT.

L'avenant n°2 permet ici une moins-value puisque la dépose du monte-personne et plateforme élévatrice PMR a finalement été effectuée en régie, contrairement à ce qui était initialement prévu.

Les modifications présentées ci-avant impliquent **une moins-value de 2 000,00 € HT, soit une variation avec le cumul des deux avenants de + 6,10 % du montant du marché, qui passe ainsi de 117 520,86 € HT à 115 520,86 € HT.**

La Commission CAO en date du 1^{er} février 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 1 « Déconstruction – Désamiantage »	2	- 2 000,00 € HT	HNTF

3 - Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 03/10/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise CSM le marché de « Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 14 : Chauffage - Ventilation » pour un montant de **165 489,59 € HT.**

Lors de la mise en service du chauffage dans les locaux du cinéma pour son ouverture, une fuite a été constatée sur un radiateur de la salle n°1. Dès lors, il est nécessaire de procéder à sa dépose et à son remplacement **pour un montant de 1 137,64 € HT.**

En outre, et pour être conforme aux réglementations en vigueur, le contrôleur technique demande l'installation de 2 cartouches coupe-feu pour le réseau VMC des sanitaires. Cette opération génère une plus-value **d'un montant de 882,36 € HT.**

Les modifications présentées ci-avant impliquent **une plus-value totale de 2 020,00 € HT, soit + 1,22 % du montant du marché qui passe ainsi de 165 489,59 € HT à 167 509,59 € HT.**

La Commission CAO en date du 1^{er} février 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 14 « Chauffage – Ventilation »	1	2 020,00 € HT	CSM

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

4 - Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 30/09/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise CINE SERVICE le marché de « Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 16 : Equipement scénographique » pour un montant de **121 776,87 € HT**.

Un premier avenant, portant sur l'appareillage pour handicap sensoriel, a permis le remplacement de la boucle à induction initialement prévue par un système « Audio Everywhere audiodescription et renfort auditif sur smartphone » **pour un montant de 6 040,00 € HT**. Cette opération a porté le montant du marché à 127 816,87 € HT avec une variation de 4,96 %.

Pour une cohérence esthétique des salles de projections, il a été décidé d'installer une jupe pour écran dans la salle 3 afin de cacher l'ossature métallique apparente de celui-ci, comme c'est aujourd'hui le cas dans les 2 autres salles de projection. Cette opération induit **un surcoût de 1 492,00 € HT**.

Les modifications présentées ci-avant impliquent **une plus-value totale, en cumulant les 2 avenants, de 7 532,00 € HT, soit + 6,19 % du montant du marché qui passe ainsi de 121 776,87 € HT à 129 308,87 € HT**.

La Commission CAO en date du 1^{er} février 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 16 « Equipement scénographique »	2	1 492,00 € HT	CINE SERVICE

5 - Marchés publics - Vente aux enchères de biens - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Les véhicules ci-dessous listés, appartenant à Mayenne Communauté, sont actuellement mis en vente aux enchères :

- Camion benne DAF 75 CF 250 BOM
- Tracteur MANITOU MLT 1035

Considérant notre contrat, en date du 22 avril 2016, avec la société AGORASTORE, il a été décidé de mettre en vente sur ce site les biens précités.

Par délibération du 28 septembre 2017, le Président a délégué pour procéder aux ventes de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €.

Monsieur le Président : On transmettra la prochaine fois le résultat. Les 286 fauteuils se sont bien vendus. Globalement pour les 2 collectivités, la recette est d'environ 92 000 €. D'autant que c'est du matériel

ancien qui était resté stocké. Tout a été vendu sauf une ancienne citerne. L'avantage, c'est que cela est excessivement cadré au niveau réglementaire. Et manifestement, ça a rendu service.

Dans le cas où un bien précité trouverait acquéreur pour plus de 4 600 €, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer sa vente avec le meilleur enchérisseur.

Les ventes seront adjugées aux prix proposés par ces mêmes meilleurs enchérisseurs désignés par le site Agorastore, à la fin des enchères le 26 février 2018 entre 18h00 et 18h54.

6 - Marchés publics – Construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté – Avenant - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 19/07/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise SMEC le marché de travaux « Construction du bâtiment du Pôle de santé de Mayenne Communauté LOT 13 : Electricité » pour un montant de **288 665,49 € HT**.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux avaient entraîné une plus-value de 731,53 € HT.

Un deuxième avenant portait sur le déplacement de cloisons, la modification d'emplacements d'appareils, l'installation de la climatisation, induisant une plus-value de 10 736,59 € HT.

Un troisième avenant a permis des modifications en matière d'électricité (prises supplémentaires), d'informatique (dossiers dématérialisés partagés, télé-médecine...), de luminaires (substitution de luminaires de type 1 par des éclairages de type 2, qui sont équipés de LED plus efficaces et moins coûteux en consommation d'énergie), et ce afin de répondre aux évolutions des pratiques professionnelles. Le coût de ces opérations est de 8 631,98 € HT.

Aujourd'hui, à la demande des professionnels médecins généralistes et pour un coût de 472,77 € HT, il a été rajouté des prises dans quelques bureaux pour s'adapter aux tables de consultations électriques.

Le marché initial prévoyait des luminaires traditionnels sur une grande partie du Pôle et quelques endroits en luminaires LED. Sur proposition de l'entreprise, il a été décidé de tout mettre en LED sans modifier les endroits initiaux. Les luminaires de Type 1, 2 et 6 et les luminaires de Type 3 et 4 sont supprimés et remplacés par des luminaires LED pour un montant équivalent, c'est-à-dire n'induisant aucun frais supplémentaires.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value totale de 472,77 € HT, soit une augmentation avec le cumul des avenants de +7.13 % du montant du marché qui passe ainsi de 288 665,49 € HT à 309 238,36 € HT.

La Commission CAO en date du 26 février 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 13 « Electricité »	4	472.77 € HT	SMEC

7 - Marchés publics – Restructuration et extension du cinéma Le Vox à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 30/09/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise BTEM le marché de « Travaux de restructuration et d'extension du cinéma Le Vox à Mayenne LOT 2 : Gros œuvre » pour un montant de **128 459,91 € HT**.

Un premier avenant portait sur la démolition du plancher existant et son remplacement par un plancher en bac métallique sur ossature bois, avec réalisation des acrotères, pour un montant de 6 150,00 € HT.

Aujourd'hui, l'entreprise BTEM est requise pour la réalisation de plusieurs prestations qui n'étaient pas initialement prévues : le sol du niveau - 1 étant en gravillons, il est nécessaire de réaliser une dalle béton. A la demande du bureau de contrôle, le dallage du rez-de-chaussée doit être remplacé par une dalle portée. Un coffret gaz et EFD va être encastré dans un mur de pierre. Celui-ci étant trop friable, une poutre béton sera coulée pour reprendre la charpente. Un réseau eaux usées va également être réalisé en sous-sol pour l'évacuation de vidange, ainsi qu'un regard à l'emplacement de la pompe de relevage. A la découverte d'un puits en sous-sol, il a été décidé de créer et poser un regard avec couvercle. Le mur de moellons sera percé pour le passage des canalisations de gaz et une gaine coupe-feu va être installée entre le coffret de façade et le tableau. Le rocher côté Jules Ferry sera percé pour ces canalisations. Etant donné l'état critique du mur mitoyen avec le 18, place Juhel, il sera démoli puis remplacé par un mur en aggllos coffrant, qui sera ensuite recouvert d'un enduit gratté. L'entreprise BTEM va également participer à la réalisation de sommiers en béton armé pour la fixation de l'escalier du hall.

Enfin, une moins-value sur la quantité de béton mise en œuvre est obtenue grâce à l'absence de bungalows pour les réunions de chantiers qui se tiennent actuellement dans les locaux du Kiosque et grâce au pavage réalisé directement par le service Voirie.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value totale de 9 746,25 € HT, soit une variation en cumulant les avenants de +12.37 % du montant du marché qui passe ainsi de 128 459,91 € HT à 144 356,16 € HT.

La Commission CAO en date du 26 février 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 2 « Gros œuvre »	2	9 746,25 € HT	BTEM

8 - Marchés publics – Construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 27/06/2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté en 2016) a confié à l'entreprise GROUPE FEE le marché de « Construction d'un centre

aquatique à Mayenne LOT 13 : Chauffage – Ventilation – Plomberie – Sanitaires » pour un montant de **1 076 000,00 € HT**.

Un avenant a été passé pour modifier le procédé de la chape du plancher chauffant suite à une demande du contrôleur technique compte tenu du risque élevé de fissures et d'infiltrations qu'impliquait le procédé initial. Un deuxième avenant a été conclu afin de rajouter une douche dans les sanitaires jouxtant la halle bassin, pour pouvoir soigner un nageur blessé ou malade sans aller dans les sanitaires publics et ajouter des réseaux de canalisations d'eaux usées. Le modèle des 2 douches extérieures initialement prévues au projet a été modifié par avenant également (n°3) car il n'était plus adapté, semblait peu résistant (modèle en polyuréthane) et trop consommateur en eau (nouveau modèle avec possibilité de réglage du débit). Un quatrième avenant a permis la construction d'une prise d'air extérieur et la mise en place d'une gaine pour sécuriser le remplissage des bouteilles à air comprimé, ainsi que l'ajout d'arrivées d'eau chaude et froide dans les locaux compresseur et de plongée. Il a également entraîné, s'agissant de la chaudière, d'une modification de la pente de la vis de 45° à 35° afin de respecter les préconisations de l'ADEME.

Aujourd'hui, l'entreprise de carrelage, qui devait nettoyer les grilles de soufflage après avoir terminé leurs prestations autour desdites grilles de la halle bassin, est défaillante. De fait, cette opération sera réalisée par l'entreprise responsable de la ventilation pour un montant de 891,00 € HT.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value de 891,00 € HT et une variation en cumulant les avenants de +1.97 % du montant du marché qui passe ainsi de 1 076 000 € HT à 1 097 156,40 € HT.

La Commission CAO en date du 26 février 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 13 « Chauffage – Ventilation – Plomberie – Sanitaires »	5	891,00 € HT	GROUPE FEE

9 - Marchés publics – Construction d'un centre aquatique intercommunal à Mayenne – Avenant - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 13/05/2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté en 2016) a confié à l'entreprise LUCAS le marché de « Construction d'un centre aquatique à Mayenne LOT 1 : terrassements généraux, gros œuvre et façades » pour un montant de **2 075 468,70 € HT**.

Par avenant n°1, des changements sur la dalle béton liés au plancher chauffant ont impliqué une plus-value de 40 550,25 € HT, soit +1,95 % du montant du marché qui est passé de 2 075 468,70 € HT à 2 116 018,95 € HT.

Par avenant n°2, des modifications portant sur la ventilation de la cage d'ascenseur ont permis une moins-value de 1 042,73 € HT et le montant du marché est passé de 2 116 018,95 € HT à 2 114 976,22 € HT.

Par avenant n°3, des opérations portant sur la chaudière bois, la gaine maçonnée dans le sous-sol, la découpe d'une porte entre le local MNS et l'infirmerie ainsi que la réalisation de gradins sur place ont

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

engendré une plus-value de 20 873,65 € HT. Le montant du marché a été augmenté de 2,90 % en cumulant les trois avenants et il est passé à 2 135 849,87 € HT.

Par avenant n°4, la location de la clôture en périphérie du chantier pour éviter les intrusions pendant l'inactivité a été prolongée suite à l'arrêt du chantier. Cette prolongation a été chiffrée à 6 475,00 € HT. Le montant du marché a été augmenté de 3,22 % en cumulant les quatre avenants et il est passé à 2 142 324,87 € HT.

A présent, un décalage de la ventilation basse a été demandé par le bureau d'Etude KEO car la réservation réalisée ne permettait pas de ventiler le silo. Il a fallu boucher la réservation basse existante et créer une nouvelle réservation en partie haute pour assurer une circulation de l'air dans le silo, et ainsi permettre sa ventilation.

La modification de prestation présentée ci-avant implique une plus-value de 3 547,50 € HT. Le montant du marché augmente donc de +3,39 % en cumulant les cinq avenants et passe de 2 075 468,70 € HT à 2 145 872,37 € HT.

La Commission CAO en date du 26 février 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 1 « Terrassements généraux, gros œuvre, façades »	5	3 547,50 € HT	LUCAS

10 - Marchés publics – Centre aquatique intercommunal – Construction d'un giratoire sur la RN12 et aménagement des abords - Avenant - Autorisation de signature

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Par marché notifié le 01/04/2015, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (devenue Mayenne Communauté en 2016) a confié à l'entreprise LEROY PAYSAGES le marché de " Construction d'un giratoire sur la RN12 et aménagements des abords - LOT 4 : Clôture » pour un montant de **16 455,00 € HT**.

Un premier avenant portait sur l'agrandissement de l'espace extérieur clôturé de la Vague, validé par le groupe de pilotage et qui de fait a requis un linéaire de clôtures plus important pour un montant de 565,50 € HT.

Aujourd'hui, il est nécessaire de compléter les clôtures des plages extérieures car le bâtiment finit en triangle et que le marché initial ne prévoyait que des clôtures verticales.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une plus-value de 390,00 € HT, soit une variation avec le cumul des avenants de 5,81 % du montant du marché qui passe ainsi de 16 455,00 € HT à 17 410,50 € HT.

La Commission CAO en date du 26 février 2018 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Monsieur le Président : J'ai eu l'occasion de voir un certain nombre d'entre vous après le démarrage du Centre aquatique. Hier soir, il y avait déjà eu 3 062 baigneurs depuis l'ouverture, soit plus de 700 personnes par jour. Il ne faut pas que ce rythme dure trop, il s'agit des vacances. Il y a une queue impressionnante

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

malgré les 2 caisses, une demi-heure à trois quart d'heure d'attente, mais qui est plus le fait de tous les nouveaux abonnements qui sont pris en même temps. Ça devrait se stabiliser et arriver à un rythme normal ensuite.

La pression est dense, la surveillance est vive, il y a quelques problèmes de glissades. Malgré les recommandations du taux de glissance de 24, nous avons retenu un carrelage à 29 ! Ce sont peut-être des produits d'entretien qui ont rendu le carrelage plus glissant, l'architecte et les concepteurs sont en train de réfléchir à des solutions.

Quelques associations nous remarquent qu'elles ont droit à des créneaux spécifiques à prix réduits. Mais non, on ne peut pas satisfaire tout le monde : la priorité aux jeunes. Chacun va trouver sa place. Globalement une grande satisfaction. Et finalement, c'est un bon emplacement pour la piscine ! Quand on voit la taille, il n'y aurait pas un emplacement suffisant ailleurs. Le parking était presque plein hier soir, il faudra peut-être l'étendre par la suite, notamment pour accueillir des compétitions. Je n'ai eu que quelques gens vraiment grognons, 4 sur 500 que j'ai vu qui étaient contents. Mais à tort, j'ai retenu que les 4 car comme tous, on y a mis toute notre foi, le personnel a mis toute son énergie, on a fait au mieux.

Remerciement au personnel qui a bien travaillé ! Et les jeunes de l'activité argent de poche qui nous ont bigrement bien aidé. J'étais amené à donner des explications sur le skate-park, car les familles voient bien leurs enfants utiliser ces 2 équipements. Il y avait aussi des personnes du nord du territoire, j'en ai notamment rencontré d'Hardanges. Les services remercieront le personnel.

Ça fait quand même 20 000 € de recettes en 4 jours. Mais ça ne va pas durer. Et la bataille c'est pour l'aquagym.

JP. Lescornet : Il faudra construire une deuxième piscine.

Monsieur le Président : Je laisse ça à la mandature suivante.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
Lot 4 « Clôtures »	2	390,00 € HT	LEROY PAYSAGES

11 - Développement culturel - Lecture publique - Convention Lire et Faire Lire

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LE SCORNET expose :

L'association Lire et Faire Lire et le service Lecture publique de Mayenne Communauté partagent les mêmes objectifs en matière de lecture publique :

- Elargir le lectorat
- Développer le goût de la lecture
- Faire que l'enfant devienne un citoyen libre et éclairé
- Réduire les inégalités sociales et culturelles

Les bénévoles de l'association interviennent dans plusieurs communes du territoire au sein des écoles, des lieux de lecture de proximité ou d'autres lieux publics.

Compte tenu de la présence des bénévoles Lire et Faire Lire sur notre territoire, La Ligue de l'Enseignement et l'UDAF pour Lire et Faire Lire, d'une part, et le service Lecture publique de Mayenne Communauté, d'autre part, souhaitent s'associer afin de renforcer l'accès au livre et à la lecture au sein de Mayenne Communauté.

Le service de Lecture publique de Mayenne Communauté s'engage à :

- **Faciliter l'emprunt de documents**
 - **Carte individuelle à titre gratuit** pour les bénévoles Lire et Faire Lire (10 prêts d'ouvrages pour une durée de 4 semaines)
 - **Carte collective, à titre gratuit, donnant l'accès au service prêts aux collectivités** (sélections thématiques, outils d'animation...). Un référent par commune concernée sera transmis par la coordination Lire et Faire Lire
- **Partager les informations** sur des événements culturels locaux
- **Accueillir les bénévoles sur des temps** d'échanges, de présentations d'outils, de formations à destination des bénévoles.

Lire et Faire Lire s'engage à :

- Nommer un référent par commune concernée par des interventions sur le territoire
- **Faire intervenir des bénévoles** dans les bibliothèques, médiathèques pour des lectures dans le cadre de partenariats formalisés (Les Possibles, Croq'les mots, marmot !...)
- **Faire participer des bénévoles à des manifestations organisées par le service lecture publique**
- **Mettre à disposition des bibliographies** thématiques par la coordination Lire et Faire Lire.

Au regard de ce partenariat, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée :

- accepte que Lire et Faire Lire puisse accéder à titre gracieux (pour mémoire ce service est habituellement facturé 30 €) au Service de prêts aux collectivités afin que les bénévoles de l'association qui interviennent sur Mayenne Communauté puissent utiliser les sélections thématiques, les kamishibai ou les récréativres lors de séances de lecture
- et autorise M. le Président à signer la convention.

12 - Développement culturel – Tarifs groupe Musée du château

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LE SCORNET expose :

Le musée du château de Mayenne prévoit de nouvelles actions en 2018. Pour ce faire, une partie de la politique tarifaire vis-à-vis des groupes doit évoluer.

Dans le cadre des actions hors-les-murs proposées, plusieurs structures extérieures ont été sollicitées pour participer à divers projets de médiation. Il vous est proposé que le musée adopte les mêmes tarifs que ceux du cybercentre à savoir 50,00 € pour 1 à 3 séances et 100,00 € pour 4 à 10 séances.

Nos propositions pour le public groupe adulte évoluent elles-aussi. Ainsi, de nombreuses options sont envisagées en plus de la visite classique pour mieux répondre aux attentes des visiteurs. Il vous est proposé de facturer 3,00 € les options suivantes goûter médiéval, garden party médiévale, apéro médiéval et 1-2-3 jouez.

Le musée souhaite également développer son offre séminaire pour s'adapter aux besoins des structures intéressées. Ainsi, nous pourrions mettre en œuvre les propositions suivantes : journée d'étude (50,00 € par personne, 35,00 € sans déjeuner), ½ journée d'étude (20,00 € par personne), soirée (60,00 € par personne, 30,00 € sans dîner). Les options suivantes pourraient être ajoutées : pause médiévale à 3,00 €, cocktail à 5,00 €, cocktail médiéval à 6,00 € et utilisation d'une salle supplémentaire pour 100,00 €.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, valide ces nouveaux tarifs à destination des groupes.

13 - Développement culturel - Demande de licence entrepreneur de spectacle catégorie 2 et 3

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LE SCORNET expose :

La législation en vigueur concernant la licence d'entrepreneur de spectacles vivants (ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée par réforme en 1994, 1999 et 2011) impose d'être détenteur d'une licence d'entrepreneur de spectacles vivants au-delà de 6 représentations par an.

Il existe trois catégories de licences correspondant aux métiers d'exploitant de lieux, de producteur et de diffuseur (Un même entrepreneur de spectacles peut être détenteur d'une ou plusieurs licence(s)) :

- **La licence de 1^{ère} catégorie** concerne les exploitants de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques. Un lieu temporairement aménagé (gradins, scène, ..., par exemple dans un garage, une église, sur une place publique) est soumis à l'obligation de licence dès lors qu'il accueille plus de six représentations.
- **La licence de 2^{ème} catégorie** concerne les producteurs de spectacles ou entrepreneurs de tournées qui ont la responsabilité d'un spectacle et notamment celle d'employeur à l'égard du plateau artistique (artiste(s)-interprète(s) et le cas échéant techniciens liés au spectacle).
- **La licence de 3^{ème} catégorie** concerne les diffuseurs de spectacles qui ont la charge, dans le cadre d'un contrat, de l'accueil du public, de la billetterie et de la sécurité des spectacles.

L'entrepreneur doit solliciter une licence auprès de la Direction Régionale des affaires Culturelles. La licence est délivrée par arrêté du préfet, après avis d'une commission régionale consultative. La licence d'entrepreneur de spectacles vivants est délivrée pour une durée de trois ans renouvelable, elle est personnelle et incessible.

Les programmations des différents services culturels de Mayenne Communauté (Pôle culturel Le Grand Nord, Musée du Château de Mayenne) vont atteindre voire dépasser le quota des 6 représentations pour l'année 2018.

Afin de respecter la réglementation et conformément aux qualifications de producteur et de diffuseur de Mayenne Communauté, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à solliciter l'obtention des licences de catégorie 2 et 3.

14 - Développement culturel – Conservatoire Ivan BELLOCQ – Fixation du tarif Classe Orchestre à l'Ecole Batucada de Lassay les Châteaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LE SCORNET expose :

Depuis la rentrée 2018, une classe orchestre Batucada a été mise en place à l'Ecole Élémentaire de Lassay les Châteaux (CM 1).

Pour les classes déjà existantes sur le territoire de Mayenne Communauté (Classes Orchestre Cordes à l'Ecole Galilée de Martigné et la classe Orchestre Vents au Collège Sévigné de Mayenne), la tarification appliquée est de 50 €/an (assurance comprise), à raison d'un engagement obligatoire sur 2 ans (CM 1 - CM 2 pour les primaires et 6^{ème} – 5^{ème} pour les collégiens). Dans le cas de ces deux classes orchestres, les enfants ramènent l'instrument mis à leur disposition chez eux.

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

Dans le cadre du dispositif Batucada, les instruments sont mis à disposition des enfants uniquement sur le temps de l'activité, soit 1 h/semaine.

Monsieur le Président : ça convient à Lassay ?

J. Raillard : Au niveau de Lassay, la classe de Batucada est très bien perçue. Les 30 € iront donc très bien.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, fixe à 30 €/an le tarif de la classe orchestre Batucada.

15 - Développement culturel – Conservatoire I. BELLOCQ – 4^{ème} Concours National « Piano à Mayenne » - Fixation des droits d'inscriptions

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. LE SCORNET expose :

Le Conservatoire de Musique et de Danse I. BELLOCQ organise pour la 4^{ème} année consécutive le concours National « Piano à Mayenne » les 19 et 20 mai 2018.

Ce concours est ouvert à tout candidat justifiant d'un cursus musical dans un conservatoire français et comprend quatre catégories :

Catégorie A	1 ^{er} Cycle (fin de cycle obtenu l'année précédente ou en cours d'obtention)
Catégorie B	2 nd Cycle (fin de cycle obtenu l'année précédente ou en cours d'obtention)
Catégorie C	3 ^{ème} Cycle « amateur » (niveau C.E.M obtenu l'année précédente ou en cours d'obtention)
Catégorie D	3 ^{ème} Cycle « professionnel » (niveau D.E.M obtenu l'année précédente ou en cours d'obtention)

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, fixe les droits d'inscription à ce concours à 30 € en précisant que ceux-ci seront encaissés par le biais de la régie de recettes du Conservatoire.

16 - Ressources Humaines - D.A.C. – Conservatoire I. Bellocq – Recrutement vacataires Concours National « Piano à Mayenne »

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. RAILLARD expose :

Vu l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, il appartient au conseil communautaire d'autoriser M. le Président à recruter du personnel vacataire pour exécuter un acte déterminé ne justifiant pas la création d'un emploi,

Considérant l'organisation du 4^{ème} Concours National « Piano à Mayenne » par le Conservatoire I. BELLOCQ les 19 et 20 mai prochains,

Considérant la nécessité de composer un jury,

JP. Lescornet : on peut revenir sur la déception que nous avons partagée, car notre production locale n'a malheureusement pas été retenue interprète de l'année. Mais pour ceux qui étaient devant la télévision, vous avez pu remarquer l'immense talent que nous avons formé dans notre conservatoire.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise le recrutement en contrat de vacation de 3 professeurs de musique. La vacation sera de 262,50 € bruts comprenant le temps de préparation, le temps de jury et le déplacement.

La dépense sera imputée au chapitre 12.

17 - Ressources Humaines – Délibération fixant la liste des emplois et les conditions d'occupation des logements de fonction

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes, il appartient au Conseil Communautaire d'autoriser Monsieur Le Président à fixer la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué à titre gratuit ou moyennant une redevance, en raison des contraintes liées à leur fonction.

Vu la délibération de la ville de Mayenne en date du 9 juillet 2015 fixant les logements de fonction,

Vu la délibération de Mayenne Communauté le 21 décembre 2017,

Considérant l'ouverture du camping pour la saison en mars 2018,

Il est proposé au Conseil communautaire d'ajouter à la liste des emplois bénéficiaires d'un logement de fonction, celui du gardien du camping intercommunal. La liste des emplois est donc fixée comme ci-dessous :

• **Concession de logement pour nécessité absolue de service :**

Emplois	Obligations liées à l'octroi du logement
Gardien du stade Route d'Aron 53100 Mayenne	Pour des raisons de sécurité liées à la localisation du site
Gardien du camping du Gué Saint Léonard 818 rue St Léonard 53100 Mayenne	Pour des raisons de sécurité liées à la localisation du site et de disponibilités en fonction de l'arrivée des touristes
Gardien des Châteliers Route de Paris 53100 Mayenne	Pour des raisons de sécurité liées à la localisation du site

• **Convention d'occupation précaire avec astreinte :**

Emplois	Obligations liées à l'octroi du logement
Gardien du cimetière Rue de Normandie 53100 Mayenne	Ouverture et fermeture des portes du cimetière et participation aux astreintes liées aux pompes funèbres

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, ajoute à la liste des emplois bénéficiaires d'un logement de fonction, celui du gardien du camping intercommunal. La liste des emplois est donc fixée comme ci-dessus.

18 - Ressources Humaines – Délibération fixant les ratios d'avancement de grade 2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. RAILLARD expose :

Vu l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Sous réserve de l'avis émis par le comité technique (qui se réunit le 26 mars 2018),

Considérant qu'il appartient au conseil communautaire de déterminer le taux de promotion à appliquer sur l'effectif des agents promouvables pour l'avancement de grade dans les cadres d'emplois concernés de la collectivité,

Considérant la date de la Commission Administrative Paritaire du 23 mars 2018,

Considérant l'accord pluriannuel fixant la priorité aux avancements de grade des agents lauréats d'un examen ou partant à la retraite dans l'année,

Dans l'attente du comité technique du 26 mars, et afin de ne pas pénaliser les agents lauréats en 2017 et les retraités partants à la retraite début 2019, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, fixe les taux de promotion à 100 % pour les grades suivants :

Cadre d'emplois	Grade d'avancement	Ratio (de 0 à 100)
Technicien	Technicien principal de 1ère classe	100%
Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	100%
Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 2ème classe	100%
Adjoint administratif	Adjoint administratif principale de 1ère classe	100%

Les taux ci-dessus pourront être modifiés, en tant que de besoin, par une nouvelle délibération en fonction du tableau d'avancement définitif.

Afin de procéder à la nomination de ces 7 agents, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, crée et de supprime les postes correspondants aux grades suivants :

Grade	création	suppression
Technicien principal de 2ème classe		1
Technicien principal de 1ère classe	1	
Adjoint technique principal de 1ère classe	1	
Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	
Adjoint administratif principal de 2ème classe	4	1

19 - Ressources humaines – Création de postes pour accroissement d'activité et besoins saisonniers et autorisation de recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. RAILLARD expose :

Vu l'article 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, stipulant que les emplois au sein des collectivités territoriales doivent être pourvus par des agents titulaires,

Les collectivités étant cependant autorisées à créer des postes non permanents pourvus par des agents non titulaires de droit public, par dérogation et dans des cas limités prévus par la loi 84-53 et redéfinis par la loi 2012-347 du 12 mars 2012 :

- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,1° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée,
- recrutement d'agents contractuels suite à accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées par l'article 3,2° de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée
- et recrutement d'agents contractuels suite au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 précitée,

Vu l'article 20 de la loi du 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, disposant que les agents non titulaires sont soumis comme les fonctionnaires au droit à la rémunération après service fait,

Vu la délibération n°24 en date du 14 janvier 2016, autorisant le recrutement d'agents non titulaires de droit public en cas d'accroissement temporaire ou saisonnier d'activité conformément à la loi 2012-347 du 12 mars 2012,

Vu la délibération n°34 en date du 21 décembre 2017, fixant les modalités de rémunération des contractuels pour accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ou encore au motif de remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel absent,

Considérant la demande de la trésorerie d'apporter à la délibération existante la précision que les emplois concernés relèvent d'un besoin occasionnel ou saisonnier,

Considérant la nécessité de régulariser la création des emplois occupés dès le 1^{er} janvier 2018 par des agents sous contrats en accroissement temporaire ou saisonnier d'activité,

Considérant la nécessité d'anticiper les besoins saisonniers pour les périodes de vacances scolaires au sein notamment des services techniques, des services animation, centre aquatique, entretien des bâtiments, musée, gestion des déchets et camping intercommunal,

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service,

Monsieur le Président : Pour information, j'ai dû faire une réquisition auprès du comptable pour payer les salaires ce mois-ci. C'est réglementaire, mais c'est une première.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, crée les postes permettant le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés :

- à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 1° de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs,

Nombre de postes	grade	emploi
1	Adjoint technique	mécanicien
1	Adjoint Animation	Régisseur camping

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

8	Adjoint technique	Agent d'entretien polyvalent
4	Adjoint administratif	Agent administratif polyvalent
15	Adjoint d'animation	Animation et périscolaire
8	Adjoint technique	Agent polyvalent Espaces verts et propreté
3	Adjoint administratif	Agent recenseur
6	Adjoint technique	Porteur journal
1	Auxiliaire de puériculture	Animateur RAM
5	Adjoint technique	Ripper Chauffeur

Ces postes sont créés à temps complet cependant, en fonction des nécessités de service, ce temps peut être inférieur, ils pourront être occupés par des agents contractuels. Les dépenses afférentes à ces postes sont prévues dans le budget.

– à un accroissement saisonnier d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 2° de la loi susvisée, pour une durée maximale de six mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de douze mois consécutifs.

Nombre de postes	grade	emploi
10	Adjoint technique	Agent d'entretien polyvalent
7	Adjoint administratif	Agent administratif polyvalent
41	Adjoint d'animation	Animation et périscolaire
6	Adjoint technique	Agent polyvalent des services techniques

Ces postes sont créés à temps complet cependant, en fonction des nécessités de service, ce temps peut être inférieur, ils pourront être occupés par des agents contractuels. Les dépenses afférentes à ces postes sont prévues dans le budget.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise le remplacement de fonctionnaires ou d'agents contractuels dans les conditions fixées à l'article 3-1 de la loi susvisée.

Ces contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent. Pour cette modalité de remplacement, il n'est pas nécessaire de créer d'emploi.

20 - Environnement - Autorisation environnementale unique et déclaration d'intérêt général sur le bassin versant de l'Aron et le ruisseau de la Filousière

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOURGUIN expose :

Le syndicat du Bassin de l'Aron assure la coordination et l'animation d'un programme de restauration et d'entretien des cours d'eau. Pour ce faire, le syndicat a fédéré les partenaires (Agence de l'Eau Loire Bretagne, Conseil Départemental de la Mayenne et Conseil Régional des Pays de la Loire) au travers d'un programme mené sur la période 2011/2016. A l'issue du bilan de ce premier programme, un nouveau contrat territorial pour les milieux aquatiques a été élaboré pour la période 2018/2022. Ce programme intègre les cours d'eau du bassin de l'Aron ainsi que le ruisseau de la Filousière situé sur Mayenne et Aron, pour lequel un diagnostic a également été réalisé.

Afin de mettre en œuvre le programme prévu, le syndicat du Bassin de l'Aron a fait une demande en vue d'obtenir une déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement ainsi qu'une autorisation environnementale unique au titre des installations, ouvrages, travaux ou activités en application du même code. Cette demande fait l'objet d'une enquête publique du 12 février au 27 février 2018.

Monsieur le Président : il s'agissait de zones constructibles le long du ruisseau où nous voulions connaître la qualité de l'eau. Nous avons également un bassin d'orage qui est désormais affecté pour la pêche. Pour l'instant, l'eau est de bonne qualité.

Conformément à l'article R181-38 du code de l'environnement, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise cette demande d'autorisation environnement et la déclaration d'intérêt général associée.

21 - LA VAGUE - Centre aquatique la Vague- tarifs

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Le 21 décembre 2017, le conseil communautaire a pris une délibération fixant les tarifs du Centre aquatique la Vague.

Des précisions sont à apporter à la délibération :

Durée de validité des cartes d'abonnement

Pour l'ensemble des abonnements suivants, la carte est valable 1 an à compter de la date d'achat :

- Espace aquatique :

- Carte d'abonnement Plein tarif 10 entrées 36.00 €
- Carte d'abonnement Tarif réduit 10 entrées 27.00 €
- Carte temps libre 10 heures 30.00 €

- Espace aquatique et bien-être :

- Carte 10 séances 60.00 €
- Carte temps 10 heures 55.00 €

- Natation prénatale :

- Carte 8 séances (possibilité de basculer en 49.00 € séances bébés nageurs)

- Espace aquatique - Tarifs comités d'entreprises :

- Carte d'abonnement Plein tarif 10 entrées 30.00 €
- Carte d'abonnement Tarif réduit 10 entrées 22.00 €

- Espace aquatique et bien-être-Tarifs comités d'entreprise:

- Carte 10 entrées 55.00 €

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, valide cette modification précisant la durée de validité des abonnements et le tableau général des tarifs modifié.

Durée de validité des tickets à l'unité

Le ticket d'entrée à l'unité peut être acheté en ligne, à l'accueil et a une validité de 7 jours à compter de la date d'achat tant qu'il n'a pas été validé au tripode d'entrée.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, valide cette modification précisant la durée de validité du ticket à l'unité et le tableau général des tarifs modifié.

Bébés nageurs

Le tarif d'entrée à l'activité encadrée des bébés nageurs est fixé à 7,00 € la séance.

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

Le prix de 7,00 € est un forfait pour 2 adultes accompagnateurs et un enfant de 0 à 3 ans et inclut le coût de l'animation par un professionnel diplômé.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, valide la modification suivante :
Bébés nageurs la séance (1 enfant de 0 à 3 ans et 2 adultes accompagnateurs) 7,00 €

Tarif de 0 à 3 ans

La gratuité de l'accès à l'espace aquatique.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, ajoute la gratuité pour les enfants de 0 à 3 ans aux tarifs d'accès à l'« Espace aquatique » et modifie la chapitre des tarifs « Espace aquatique » tel que précisé ci-dessus, ainsi que la modification du tableau général des tarifs.

Monsieur le Président : Les gens ont su faire remarquer que c'était moins cher qu'ailleurs et que les abonnements étaient avantageux. Une autre remarque, les Mayennais n'ont pas l'air tous habitués au tripodes...

22 - LA VAGUE - Conventions d'utilisation de la VAGUE Centre aquatique de Mayenne Communauté à signer entre la Région des Pays de Loire, Mayenne Communauté et les lycées : Lavoisier, Léonard de Vinci, Don Bosco et Rochefeuille situés sur la commune de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Éducation,

Vu le Code du Sport,

Vu la délibération du Conseil Régional des Pays de la Loire en date du 17 octobre 2014 approuvant la convention type d'utilisation des équipements sportifs entre la Région des Pays de la Loire, l'Établissement Public Local d'Enseignement et le propriétaire de l'équipement,

La pratique de la natation dans le cadre des activités physiques et sportives pour les élèves des lycées nécessite la signature de conventions.

Ces conventions sont signées entre la Région des Pays de la Loire, la collectivité propriétaire de l'équipement sportif mis à disposition et l'établissement scolaire accueilli.

La Région des Pays de la Loire a délibéré en date du 17 octobre 2014, afin de proposer une convention type d'utilisation des équipements sportifs pour les établissements scolaires qui relèvent de ses compétences

L'intitulé de cette convention est : « Convention d'utilisation des équipements sportifs entre le propriétaire, la Région des Pays de la Loire et l'établissement d'enseignement »

Cette convention précise : (cf : convention jointe en annexe)

- les modalités d'utilisation des équipements sportifs arrêtées pour les trois parties afin de permettre la mise en œuvre des programmes scolaires obligatoires de l'éducation physique et sportive des lycéens.
- les engagements de chaque signataire
- les modalités tarifaires et les modalités de calcul de la réévaluation annuelle de ces tarifs
- les modalités de facturation entre le propriétaire et l'Établissement Public Local d'Enseignement
- la durée de la convention
- les modifications de la convention
- la dénonciation et résiliation de la convention.

Cette convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2015 et pour une durée de quatre ans, elle prendra donc fin au 31 décembre 2018.

Actuellement, les lycées et la Région ont une convention signée avec la Ville de Mayenne, convention dont les conditions sont identiques à la convention qui vous est proposée.

Afin de permettre la continuité des séances scolaires à compter de l'ouverture de la VAGUE centre aquatique intercommunal, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée :

- valide le contenu et les principes de cette convention afin qu'elle puisse être soumise aux conseils d'administration des lycées avant l'ouverture de notre équipement aquatique
- et autorise M. le Président à signer ces conventions.

23 - LA VAGUE - Conventions d'utilisation de la VAGUE Centre aquatique de Mayenne Communauté à signer entre le Conseil départemental, Mayenne Communauté et les collèges : Sévigné, Jules Ferry, Don Bosco situés à Mayenne et le collège Victor Hugo situé à Lassay les Châteaux

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Éducation,

Vu le Code du Sport,

Vu la délibération de la Commission permanente Conseil Départemental en date du 29 février 2016 approuvant la convention type d'utilisation des équipements sportifs entre le Conseil départemental, l'Établissement Public Local d'Enseignement et le propriétaire de l'équipement,

Vu la délibération de la Commission permanente Conseil Départemental en date du 8 décembre 2016 approuvant l'avenant n°1 à cette convention,

La pratique de la natation dans le cadre des activités physiques et sportives pour les élèves des collèges nécessite la signature de conventions.

Ces conventions sont signées entre le Conseil départemental, la collectivité propriétaire de l'équipement sportif mis à disposition et l'établissement scolaire accueilli.

La commission permanente du Conseil départemental a délibéré en date du 29 février 2016, afin de proposer une convention type d'utilisation des équipements sportifs pour les établissements scolaires qui relèvent de ses compétences

Le Conseil départemental a délibéré en date du 8 décembre 2016, afin de proposer une modification des modalités d'annulation et de facturation des créneaux réservés, précisant que la participation financière du Conseil départemental et la facturation par le propriétaire des heures d'utilisation des équipements qui se faisait sur la base des créneaux réservés, se fera à compter de cette décision sur la base du réalisé.

Toutefois dans un courrier du Conseil départemental en date du 23 juin 2017 adressé à la ville de Mayenne, il est précisé que le Conseil départemental s'est engagé à informer les collèges par courrier de la manière suivante : ... « pour tenir compte des observations de ces collectivités, le Conseil départemental va adresser un courrier aux collèges mayennais (en mettant en copie les collectivités concernées) leur indiquant qu'une annulation de créneau dans un délai inférieur à 30 jours donnera lieu à paiement ; que par ailleurs, une annulation de créneau pour une piscine donnera lieu à un paiement, quel que soit le délai d'annulation, en raison de la quasi-impossibilité pour la collectivité de réattribuer ce créneau à d'autres utilisateurs... ».

L'intitulé de cette convention est : « Convention d'utilisation des équipements sportifs communaux et intercommunaux par les collèges publics et privés »

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

Elle a pour objet de : (voir convention en annexe)

- de définir les conditions de mise à disposition des installations sportives de la collectivité propriétaire au bénéfice du collège,
- d'arrêter les nouvelles modalités de règlement au titre de l'utilisation par le collège des installations sportives.

Cette convention précise :

- les modalités d'utilisation des équipements sportifs arrêtées pour les trois parties afin de permettre la mise en œuvre des programmes scolaires obligatoires de l'éducation physique et sportive des collèges,
- les engagements de chaque signataire,
- les modalités tarifaires et les modalités de calcul de la réévaluation annuelle de ces tarifs,
- Les modalités de facturation entre le propriétaire et l'Établissement Public Local d'Enseignement,
- les dispositions relatives à la sécurité,
- la durée de la convention,
- les modalités de résiliation,
- les avenants.

Concernant les tarifs, le Conseil départemental s'engage à voter chaque année les tarifs relatifs à l'utilisation par les collèges des installations sportives mises à disposition à titre onéreux.

Pour les piscines, à compter de l'année scolaire 2017/2018, la participation du conseil départemental est de :

- 43,00 € de l'heure d'utilisation (quel que soit le nombre de couloirs)

Ces tarifs horaires s'appliquent quel que soit le nombre d'élèves ou de classes utilisant sur le même créneau horaire une installation sportive.

Cette convention prend effet à compter de l'année scolaire 2017/2018 et pour une durée initiale de cinq ans. Elle est reconduite par tacite reconduction par période de cinq ans.

Actuellement, les collèges du territoire et le Conseil départemental ont une convention signée avec la Ville de Mayenne pour les collèges : Sévigné, Jules Ferry et Don Bosco.

Afin de permettre la continuité des séances scolaires à compter de l'ouverture de la VAGUE centre aquatique intercommunal, le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée :

- valide le contenu et les principes de cette convention proposée par le Conseil départemental, convention qui inclut les modifications relatives à l'avenant N° 1 ce afin qu'elle puisse être soumise aux conseils d'administration des collèges avant l'ouverture de notre équipement aquatique
- et autorise M. le Président à signer ces conventions.

24 - LA VAGUE - Convention d'utilisation des équipements de la VAGUE pour les cours particuliers

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Vu l'avis du CTP en date 4 décembre 2017,

Vu l'avis du groupe de pilotage du centre aquatique en date du 5 octobre 2016 et 4 décembre 2017

Vu le décret du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires,

Considérant la volonté d'organiser des leçons de natation dans un cadre défini au regard de la réglementation en matière de statut des maîtres-nageurs, de temps de travail des agents et de responsabilité tant au regard des personnes que de l'équipement mis à disposition,

Il vous est proposé de signer une convention, élaborée conjointement, portant réglementation des cours privés de natation au centre aquatique intercommunal la VAGUE à compter du 1^{er} mars 2018.

Par cette convention, les MNS sont autorisés de manière exceptionnelle et à raison de 2 heures maximum par semaine, à enseigner à titre privé en dehors de leur temps de travail.

Cette convention définit les conditions de mise en œuvre de ces cours de natation notamment au regard de :

- La priorité au service public est rappelée notamment en cas de besoin de remplacement des agents.
- Les créneaux de mise à disposition de l'équipement en contrepartie d'une location à 5 € de l'heure.
- Le respect du Code du Travail en matière d'amplitude horaire.
- Le respect des règles d'hygiène et de sécurité et de fonctionnement de l'équipement.
- Un tarif des cours individuel ou en groupe avec un maximum de 4 personnes qui ne peut être supérieur de plus de 50 % au tarif des cours groupés à 8 personnes organisés par l'établissement, (soit 12 € maximum puisque le tarif des cours collectifs est à 8€ la séance).

Il est important de préciser que l'offre en cours d'apprentissage groupé devient plus accessible financièrement pour les usagers. C'est une offre qui n'existait pas à la piscine municipale où seule la possibilité d'apprentissage individualisé avec 4 personnes maximum par groupe à 11,50 € la séance était proposée (soit des forfaits de 6 séances à 55 €).

G. Brodin : par rapport à ces conventions, il y a une première qui n'a pas de tarif, une deuxième qui est à 43 € de l'heure et une pour une activité plutôt privée à 5€ de l'heure. Je trouve ça surprenant. Je sais que le Département est bon prince mais de là à avoir 5 € de l'heure pour une activité privée...

Monsieur le Président : et que proposez-vous ?

G. Brodin : Qu'on mette tout à 5€ de l'heure.

JP. Lescornet : Vous défendez les intérêts du département, pas ceux de la Communauté de Communes ?

G. Brodin : je veux que ça soit équitable et la même chose pour tout le monde. Les tarifs pour la région et le département pour les lycées et collèges ok, mais pas les cours particuliers vu que le personnel est déjà débordé.

M. Boisseau : On a expliqué et examiné ça en bureau. C'est pour éviter les files d'attente pendant l'été, on le fait toute l'année et on reprend les conditions de la période estivale pour les faire tout au long de l'année. Les tarifs pratiqués sont les mêmes qu'auparavant.

Monsieur le Président : ces 5 €, c'est le résultat d'une négociation fort longue, où on a dû régler des situations difficiles par forcément homogènes. C'est aussi un élément de recrutement. Sans ces indemnités, on aurait du mal à trouver des MNS, vous le savez bien, notamment à Lassay. Comment faites-vous ?

J. Raillard : Oui, on laisse faire, avec des conventions.

Monsieur le Président : Il y a un service rendu. Il y a des parents qui demandent à ce que leurs enfants prennent des cours et si on n'avait pas de propositions, on serait bigrement embêté. 5€ ça peut paraître maigre mais c'est le résultat de négociations fort longues et conflictuelles.

G. Bourguin : Il faut rappeler l'historique des conventions avec la région et le département. Ça vient de Georges Frêche au Conseil régional de Languedoc-Roussillon, Maire de Montpellier. Pour le département, sa compétence, c'est le collège. Normalement, il devrait fournir des salles de sport. Comme la région devrait le faire avec les lycées. Des conventions ont été négociées sur le plan national entre les associations

des régions et les associations des départements avec un accord sur les tarifs. Et les tarifs qui ont été fixés par la Région et le département, c'est devant le fait accompli. C'étaient des accords intelligents car ça aurait été dommageable que chacun construise des salles avec des conventionnements dans l'autre sens en cas d'utilisation privée. Mais on ne peut pas comparer ça avec les cours privés.

G. Brodin : Je trouve que c'est en décalage.

G. Bourguin : On peut ne pas être d'accord mais on ne peut pas les comparer.

M. Boisseau : Et les cours de natation sont en complémentarité des apprentissages qui sont effectués sur le temps de service des MNS : il y a l'apprentissage de base et le perfectionnement.

G. Bourguin : Les privés sont nos concitoyens.

C. Sabran : c'est utile pour les jeunes qui ont des problèmes. Ça a permis à ma petite fille d'apprendre à nager.

G. Brodin : Si une entreprise demande des lignes d'eau, que se passe-t-il ?

G. Bourguin : Ces activités se passent en dehors du service.

Le Conseil Communautaire, à la majorité (M. BRODIN s'étant opposé), autorise M. le Président à signer la convention dans les conditions définies ci-dessus.

25 - LA VAGUE - Conventions d'utilisation des équipements de la VAGUE avec les associations sportives

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

Quatre clubs sportifs ayant des activités dans des disciplines aquatiques sollicitent l'utilisation des locaux de « la VAGUE » pour leurs activités.

Lors de l'étude préalable de besoin et de conception de cet équipement aquatique les élus ont validé les priorités suivantes :

Priorité 1 : la pratique et l'apprentissage des scolaires du territoire

Priorité 2 : le « grand public »

Priorité 3 : les clubs locaux.

Les associations ont donc été associées à la construction du projet par le groupe de pilotage dès la réalisation du cahier des charges de l'équipement ce afin de répondre au mieux aux besoins en matière d'activités sportives nécessitant une pratique en bassins.

Outre les installations sportives, une salle de réunion partagée, un box administratif attenant à la salle de réunion, dédié à chaque club et des locaux de rangement attenant à la halle bassin ont été prévus afin d'être mis à disposition de chacune des associations.

Il s'agit des associations suivantes :

- « Maestria » club de Triathlon
- « les Dauphins Mayennais » club de natation
- « JSPA canoë kayak »
- « Club subaquatique de Mayenne » club de plongée.

Ces associations étaient accueillies à la piscine Robert BURON, dans le cadre d'une convention avec la ville de Mayenne, le centre aquatique intercommunal la VAGUE ayant ouvert ses portes prochainement,

Mayenne Communauté

Séance du 1 mars 2018

il vous est proposé d'étudier les conventions de mise à disposition de l'équipement pour les activités sportives de ces clubs.

L'objet de la convention : Permettre à l'association partenaire la réalisation de ses activités physiques et sportives.

Les conditions financières : la collectivité met à disposition l'équipement intercommunal à titre gracieux.

Les conditions d'utilisation :

...Les créneaux d'utilisation sont définis chaque année fin juin puis validés par le bureau communautaire sur proposition du groupe de pilotage du centre aquatique...

...Dans ce cadre, la manipulation du fond mobile est interdite, de même que l'utilisation du toboggan et des jeux extérieurs. Ces équipements ne peuvent être manipulés que par le personnel qualifié de la collectivité.

Dans le cadre des créneaux qui lui sont attribués, l'association partenaire aura accès aux vestiaires et à la halle bassin, ainsi qu'à la salle de réunion. L'accès à tous les autres espaces du centre aquatique lui sera interdit (zone administrative, espace détente, locaux techniques). L'accès à la salle de réunion en dehors des créneaux attribués à l'association partenaire, ne peut se faire que sur réservation auprès du service des sports.

L'association partenaire aura à sa disposition, un local dédié au rangement du matériel pédagogique situé à proximité des bassins, ainsi qu'un local administratif situé dans la salle de réunion de l'établissement.

(Une annexe à chaque convention récapitule la nature et l'emplacement des surfaces et équipements mis à disposition de chacune des associations.)

Sécurité :

...L'association partenaire s'engage à respecter les consignes liées à l'accès au centre aquatique (entrée par le hall principal via badge d'accès, maintien des portes fermées, mise en route de l'alarme et fermeture du rideau métallique après utilisation)...

Assurances :

...L'association partenaire s'engage à fournir une attestation de son assureur couvrant son activité à la collectivité....

Le développement durable

le contrôle de la collectivité

la durée de la convention : 3 ans à compter du 1^{er} mars 2018

la résiliation

le règlement des litiges

Monsieur le Président : Cette rédaction est le fruit d'un long travail du comité de pilotage.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, autorise M. le Président à signer ces conventions.

26 - LA VAGUE - Modification et adoption du règlement du centre aquatique la VAGUE

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. BOISSEAU expose :

L'ARS, agence régionale de Santé, a interpellé le COPIL du centre aquatique concernant le règlement intérieur de l'établissement et fait des propositions de modifications.

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

Après en avoir débattu, le COPIL souhaite tenir compte des recommandations de l'ARS et apporter les modifications suivantes au règlement intérieur du centre aquatique intercommunal la VAGUE :

« - Interdiction de plonger en dehors des zones réservées à cet effet.

- Le public, les spectateurs, visiteurs et accompagnateurs ne fréquentent que les locaux et les aires qui leur sont réservés.

- Les baigneurs ne doivent pas utiliser les pédiluves à d'autres fins que celles pour lesquelles ils sont conçus.

- Il est interdit de fumer et de vapoter dans l'établissement et dans l'ensemble de l'espace extérieur, plages et pelouses, délimité de l'établissement. »

Pour les pédiluves, le taux de chlore est 4 fois supérieur à la chloration des bassins ce qui peut représenter un risque pour de jeunes enfants qui y stationneraient.

Pour les espaces extérieurs, ils sont considérés comme un espace accueillant du public et en particulier des mineurs, assimilables à une cour d'école ou les espaces extérieurs d'un ALSH. Toutefois, le personnel permettra ponctuellement des sorties devant l'établissement si nécessaire.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, valide les quatre propositions de modifications et adopte le règlement intérieur du centre aquatique la VAGUE.

27 - Appel à projet « Action Cœur de Ville »

Reçu à la Sous-Préfecture le 5 mars 2018

M. TRANCHEVENT expose :

Le ministère de la cohésion des territoires a transmis aux Préfectures une instruction relative au lancement du programme « Action Cœur de Ville ». A ce stade, les Préfets et Sous-Préfets doivent recenser les villes éligibles.

Lors de la 2^{ème} conférence nationale des territoires, le 14 décembre dernier à Cahors, le Premier ministre a annoncé l'engagement du programme « Action Cœur de Ville », démarche partenariale en faveur de ces villes dites « moyennes ».

Les principes de ce programme :

- Signature d'un contrat spécifique dès 2018,
- Priorité aux villes « pôles d'attractivité »,
- Privilégier une approche par les atouts et leviers de développement, l'innovation.

Les modalités de recensement :

- Financements importants dès 2018 (sans budgets supplémentaires) liés à la rénovation de l'habitat et à la conduite d'opérations d'urbanisme,
- Une commune ne pourra intégrer la démarche qu'en association avec l'intercommunalité car plusieurs thématiques d'intervention relèvent des compétences de l'EPCI,
- Parcours à la carte qui intègre les démarches comme TEPCV, contrat de ruralité déjà en vigueur.

La Ville de Mayenne s'est inscrite dans cette démarche et a délibéré en ce sens le jeudi 1^{er} février.

Monsieur le Président : Je ne sais pas ce qu'on obtiendra à la fin, mais on ne peut pas ne pas être dans le coup. Les sociétés de logement sont dedans et voulaient savoir si on était dans la démarche, même s'ils ont un avantage à en retirer.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée, donne son accord pour répondre au cahier des charges de cet appel à projets et ses propositions pour un pilotage commun.

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

28 - Composition de la Commission Locale des Sites Patrimoniaux Remarquables (CLSPR) de Lassay les Châteaux et Jublains

Reçu à la Sous-Préfecture le 6 mars 2018

M. VALPREMIT expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L.631-3 et D.631-5,

Vu l'arrêté préfectoral n°2015 M329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne,

Vu l'arrêté préfectoral n°2015 M334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Horps-Lassay au 1^{er} janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI "Mayenne Communauté" et prévoyant les nouvelles compétences,

Considérant que la Loi Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (dite loi LCAP), du 7 juillet 2016, qui impose la mise en place d'une commission locale du ou des sites patrimoniaux remarquables et en fixe la composition,

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité et à main levée :

- décide la mise en place d'une commission locale unique pour les deux sites patrimoniaux remarquables de Lassay les Châteaux et Jublains,
- précise que cette commission comprend les membres de droit suivants :
 - M. Le Président de Mayenne Communauté
 - M. le Maire de Lassay les Châteaux
 - M. le Maire de Jublains
 - M. Le Préfet de la Mayenne
 - M. Le représentant de la Direction Régionale des Affaires Culturelles
 - et Mme l'Architecte des Bâtiments de France de la Mayenne
- précise que cette commission comprend également parmi le collège des membres désignés par le Conseil Communautaire les représentants des conseils municipaux et du Conseil Communautaire suivants (titulaires et suppléants):
 - Mayenne Communauté : Antoine Valprémit (Daniel Landemaine)
 - Jublains : Nathalie Hubert (Alain Rondeau)
 - et Lassay : Michel Rigouin (Gérard Le Royer)
- décide de proposer à l'avis de M. le Préfet la désignation des représentants des associations suivantes :
 - Association du Patrimoine du Pays de Mayenne (1 titulaire et 1 suppléant)
 - Office de Tourisme (1 titulaire et 1 suppléant)
 - et Association des amis du Château de Lassay (1 titulaire et 1 suppléant)
- décide de proposer à l'avis de M. le Préfet la désignation des personnes qualifiées suivantes :
 - Conseil Architecture Urbanisme et Environnement 53
 - Architecte des petites cités de caractère
 - et Service Patrimoine du Conseil Départemental
- autorise M. le Président de Mayenne Communauté ou son représentant à signer tout acte ou document à intervenir

Mayenne Communauté
Séance du 1 mars 2018

- et précise que la présente délibération sera notifiée à la Préfecture de la Mayenne ainsi qu'à la Direction Régionale des Affaires Culturelles et à l'Architecte des Bâtiments de France. Elle fera en outre l'objet d'un affichage au siège de Mayenne Communauté et en mairie des communes concernées.

Monsieur le Président : Je suis ravi d'accueillir l'Association du Patrimoine du Pays de Mayenne, l'Office de Tourisme, ainsi que l'Association des amis du Château de Lassay, qui auront un poids pour l'avenir de notre patrimoine.

Pour la petite histoire, nous accueillons demain la commune de Pont-Château pour l'aménagement du cinéma et son mode de fonctionnement. Nous avons aussi une belle manifestation avec Emmaüs avec le groupement Fougères, Laval et Mayenne. Et enfin, les finales de tennis jeudi après-midi.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h12.

Vu, le Secrétaire,
Pierre RIOULT



Vu, le Président
Michel ANGOT

